

Communiqué

Changement de cap nécessaire pour amener une paix durable en RDCongo

Le 23 novembre 2012 - La prise de Goma à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) par le Mouvement du 23 mars (M23) soutenu par le Rwanda constitue un affront majeur aux règles du droit international et à la plus grande et la plus coûteuse mission de paix des Nations Unies et elle intensifie une crise humanitaire déjà alarmante. L'implication avérée du Rwanda, membre du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans les opérations militaires d'un groupe rebelle sur le territoire congolais place la communauté internationale devant une situation inédite qui commande de nouvelles stratégies.

Les derniers événements révèlent des faits à prendre en compte pour en finir avec les crises à répétition imposées aux populations de l'Est de la RDC :

- le Rwanda et l'Ouganda appuient, en violation du droit international, la rébellion du M23 qui menace l'intégrité territoriale du Congo. Ils devront certainement faire partie de la solution à la crise mais il faut constater qu'ils font aujourd'hui partie du problème. Une révision des rapports bilatéraux avec chacun de ces pays s'impose.
- La CIRGL dont la création a été grandement supportée par le Groupe des pays amis de la région, particulièrement par le Canada, a perdu de sa crédibilité et n'a pas démontré sa capacité à faire appliquer par ses membres le Pacte sur la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs adopté en 2006 et entré en vigueur en 2008.
- Les autorités politiques congolaises issues des dernières élections aux résultats invérifiables ont une légitimité très limitée auprès des populations, ce qui limite grandement leur capacité d'apporter une solution consensuelle et durable à la présente crise.

Dans ces circonstances et compte tenu de la gravité de la crise actuelle, le gouvernement du Canada doit :

- exiger un cessez-le-feu immédiat et le respect du droit humanitaire par tous les belligérants : le M23, les FARDC et les milices qui leur sont alliées, ainsi que par les troupes étrangères présentes en RDC;
- acheminer l'aide humanitaire d'urgence aux populations déplacées sur tout le territoire affecté;
- condamner le Rwanda et l'Ouganda pour le soutien qu'ils accordent au M23, exiger la fin de cette aide et décréter des sanctions contre ces régimes (embargo sur les armes, remise en question de leur participation dans les organisations internationales, etc.);
- réclamer du Comité des sanctions des Nations Unies qu'il inclut sur sa *Liste des personnes et entités visées*, les dirigeants rwandais et ougandais impliqués dans les activités de déstabilisation du M23 ayant conduit à de graves abus à l'encontre des populations civiles, abus dont ils sont directement ou indirectement responsables;
- plaider pour que le mandat de surveillance des frontières entre le Rwanda et la RDC soit rapidement confié à la MONUSCO, dont le mandat serait modifié en conséquence, et non pas à une hypothétique force de la CIRGL.

Groupes signataires :

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), Carrefour Foi et Spiritualité de Bordeaux-Cartierville, Carrefour Tiers-Monde Québec, Développement et Paix, L'Église Unie du Canada, Kairos - Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice, L'Entraide missionnaire, Terre sans Frontières.

Note d'information sur la crise actuelle à l'Est de la RDC

Depuis avril dernier, début des affrontements, 650 000 personnes ont dû fuir leur habitation pour trouver refuge dans des camps, chez des parents ou dans les pays voisins. Et, il y a quelques jours, 60 000 personnes du camp Kanyaruchinya tout comme les occupants de trois camps avoisinant la ville ont fui vers Goma en passe de devenir une urgence humanitaire d'envergure.

Dans leur fuite, ainsi que le documentent régulièrement les rapports des groupes de défense des droits, ces populations devront affronter les incessantes menaces d'exactions de toutes sortes, du viol des femmes et des jeunes filles à l'enrôlement forcé des enfants de la part des groupes qui s'affrontent, que ce soit le M23, des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ou des nombreuses milices Maï Maï associées à l'un ou à l'autres.

Ce nouvel épisode d'une guerre tantôt ouverte, tantôt larvée, débutée en 1996, constitue un cuisant échec pour les pays de la communauté internationale qui ont élaboré et financé à coût de milliards de dollars une multitude de programmes de pacification, de stabilisation, ou de reconstruction en RDC.. Depuis la création de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) en 1996, en passant par le Regroupement des Congolais pour la démocratie (RCD-Goma), puis le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et maintenant le M23, nous retrouvons un groupe armé, soutenu politiquement et militairement par le Rwanda et quelques fois par l'Ouganda, qui contrôle les ressources, les taxes, et l'ensemble de l'économie d'une partie du territoire et qui réclame soit le renversement du pouvoir à Kinshasa, soit le contrôle politique ou administratif d'une partie du pays.

Le dernier rapport du Groupe d'experts des Nations Unies (15 novembre 2012) a confirmé l'implication directe du Rwanda, et dans une moindre mesure, de l'Ouganda, dans la montée de cette nouvelle rébellion issue en grande partie du CNDP. En 2008, celui-ci, toujours avec le soutien du Rwanda, avait menacé de prendre Goma. Kigali, comme il l'avait fait en 1996 puis en 1998 et jusqu'à maintenant, a nié toute implication en sol congolais malgré les témoignages récurrents des populations locales, des ONG internationales, de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) et des experts des Nations Unies.

En réaction au soutien du Rwanda et de l'Ouganda à cette nouvelle rébellion, le gouvernement de Kinshasa s'est lancé dans une campagne de mobilisation patriotique et de diplomatie musclée qui réussit difficilement à camoufler son incurie à réformer les institutions démocratiques ainsi que les secteurs de la sécurité et de la justice.

Par ailleurs, les révélations du Groupe d'experts sur le rôle du Rwanda et de l'Ouganda, ont grandement entaché la crédibilité de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, dont ces pays sont membres, à arbitrer le conflit. D'autant plus que le mandat de présider les démarches de sortie de crise a été confié au président Museveni de l'Ouganda.

En 2008, les injonctions des pays occidentaux avaient empêché la prise de Goma par le CNDP et, pour mettre fin à la crise, on avait alors soutenu une entente entre les présidents Kabila et Kagame ainsi que la nomination de chefs rebelles, certains faisant face à des mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale, à des postes de commandement de l'armée nationale. Mais aujourd'hui, après que d'importants bailleurs de fonds du Rwanda comme l'Union Européenne, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suède eurent décidé de faire pression sur Kigali pour qu'il arrête son soutien au M23, après que la MONUSCO ait affiché sa détermination à vouloir empêcher la chute de la ville, le M23 soutenu par les militaires du Rwanda, se sont emparés de Goma plaçant tout le monde devant le fait accompli. La présente situation ouvre la porte à des perspectives inconnues et encore une fois imposées par les armes aux populations.

Lors de son passage à Kinshasa à l'occasion du 14^e Sommet de la Francophonie, le Premier ministre Harper a fait l'éloge de l'expérience et des nouvelles méthodes développées au Canada visant à renforcer le lien entre l'extraction des ressources et la réduction de la pauvreté et le développement durable. Compte tenu de la place toujours prépondérante des entreprises extractives canadiennes en RDC, dont certaines à l'Est du pays, le Canada devrait s'engager plus résolument au rétablissement de la paix en RDC, un préalable à toute stratégie de développement durable.

Si la communauté internationale, et le Canada en particulier, désirent respecter leurs engagements pour le respect du droit (international, humanitaire) et pour la paix et cesser de dépenser des milliards pour une

mission de paix inefficace qui ne réussit même pas à protéger les femmes victimes de violences sexuelles, pour des programmes humanitaires à renouveler sans cesse, et pour des programmes de reconstruction sans résultats , ils doivent revoir les stratégies appliquées jusqu'à aujourd'hui

Pour information :

Denis Tougas : Table de concertation sur la Région des Grands Lacs - L'Entraide missionnaire
(514) 270-6089